



Université Paris-Saclay
3 rue Joliot Curie Bâtiment Breguet
91190 Gif sur Yvette

**ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY
ET LUTTE CONTRE LES RAVAGEURS DES PLANTES EN MILIEU EXTERIEUR**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P

**Entretien du patrimoine arboré de l'Université Paris-Saclay et lutte contre les
ravageurs des plantes en milieu extérieur**

LOT 2 : lutte contre les ravageurs des plantes en milieu extérieur

PARTIE I DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir la nature et la consistance des « **PRESTATIONS D'ENTRETIEN DU PATRIMOINE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY ET LA LUTTE CONTRE LES RAVAGEURS DES PLANTES EN MILIEU EXTERIEUR** »

Les prestations définies dans le présent CCTP s'exécutent sur les différents sites de l'Université Paris-Saclay :

- -Site d'ORSAY, de BURES SUR YVETTE et de GIF SUR YVETTE–*Essonne (91)*, hors parcelles n° B22, AA1, AA2, B2, AC3, AC2, AB28, AE86, AC34, AC42, AC36, AC37, CR6, CR22, CR24, CR31 et des berges de l'Yvette sur le site universitaire de Bures-sur-Yvette, Orsay et Gif-sur-Yvette pour la partie entretien du patrimoine arboré.
- UFR de Médecine au KREMLIN-BICETRE -*Val-de-Marne (94)* et de VILLEJUIF ainsi que ses annexes,
- UFR Jean Monnet à SCEAUX -*Hauts de Seine (92)* - ainsi que ses annexes à Orsay et à Fontenay-aux-Roses,
- IUT de SCEAUX -*Hauts de Seine (92)*,
- IUT de CACHAN -*Val-de-Marne (94)*

Ce CCTP concerne le Lot 2 : lutte contre les ravageurs des plantes en milieu extérieur

Les prestations comprennent notamment :

- Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré
- Prestation chenilles processionnaires du pin et du chêne
- Prestation lutte pyrale du buis
- Prestation lutte frelon asiatique
- Prestation lutte nid de guêpe et frelon européen

Dans le cadre de son marché, le Prestataire aura à sa charge toutes fournitures et prestations nécessaires pour réaliser les prestations d'entretien prévus dans ledit marché, ainsi que toutes les prestations annexes et connexes nécessaires pour en assurer la complète et parfaite finition, dans le respect des documents de référence contractuels et des normes applicables.

Dans le cadre de l'application de l'article L2111-3 du code de la Commande Publique les exigences en matière environnementale devront être mises en œuvre :

Il sera utilisé de manière privilégiée des huiles contenant une quantité réduite de composants dangereux pour l'environnement et l'utilisateur (huiles biodégradables, synthétiques ou d'origine végétale) pour le graissage des parties coupantes (chaîne, guides) des outils manuels motorisés.

Les documents graphiques et descriptions techniques du présent dossier ne constituent que des principes dont la précision n'est donnée qu'à titre d'exemple afin d'illustrer au mieux l'esprit du projet.

En conséquence, le candidat est tenu de vérifier impérativement ces documents de principe avant remise de son offre, afin de prendre en compte d'éventuels ajustements et modifications qui s'avèreraient nécessaires.

ARTICLE 2 : RÉGLEMENTATION ET NORMES APPLICABLES

Dans les documents du marché, toute référence aux normes et procédés français doit être comprise comme l'acceptation de toutes les normes et procédés reconnus équivalents.

Avant de remettre leurs offres, les candidats devront suppléer par leur compétence professionnelle et la connaissance des lieux, aux omissions, contradictions ou approximations relevées dans les documents remis. Ils ne pourront se prévaloir d'une erreur ou omission pour obtenir un supplément de prix.

2.1 Documents réglementaires à caractère général

Le Prestataire devra toujours respecter dans l'exécution de ses prestations ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code de l'environnement ;
- Code du Travail ;
- Code de la santé Publique
- Code rural
- Règlement national d'urbanisme (R.N.U.) ;
- R.E.E.F. ;
- Règles VERITAS - SECURITAS -SOCOTEC ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire départemental ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.
- Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 dont plus particulièrement article 40 concernant la protection des eaux souterraines.
- CCTG Fascicule 35

2.2 NRA - Nouvelle réglementation acoustique

Dans le cadre des dispositions mises en place pour la lutte contre le bruit, l'Université Paris-Saclay soucieuse de protéger ses usagers des nuisances sonores, sollicite une coopération forte et constante de la part des différents intervenants sur le domaine universitaire.

A ce titre, le Prestataire est réputé avoir pris connaissance des nouvelles données techniques et réglementaires applicables dans ce cadre et plus particulièrement la directive Européenne 2000 /14/CE entrée en application depuis le 3 janvier 2002 et qui réduit les limites d'émissions sonores applicables à de nombreux matériels, dont le matériel horticole.

2.3 Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Le chantier sera soumis en matière de sécurité et de protection de la santé aux nouvelles dispositions législatives, dont notamment :

- Le décret n°92-158 du 20 Février 1992 relatif aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le Prestataire devra donc avant le début du marché prendre contact avec le Service Sécurité Prévention des Risques de l'Université Paris Saclay (Tél : 01 69 15 34 56/ mail : securite.prevention@universite-paris-saclay.fr) afin d'établir un plan de prévention.

ainsi que :

- la directive n° 92/57/CEE du Conseil du 24 juin 1992.

Le Prestataire sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du Représentant de l'Université (voir document « Coordonnées des contacts de l'Université par site »), concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour le Prestataire sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

2.4 Normes NF et EN (ou équivalent)

Toutes les normes NF et EN applicables aux prestations de la présente entreprise dont notamment :

- EN 166 : protection de l'œil et du visage (exigences générales) ;
- EN 340 : vêtements de protection (exigences générales) ;
- EN 343 : vêtements de protection (protection contre les intempéries) ;
- EN 345 : spécifications des chaussures de sécurité à usage professionnel (exigences générales) ;
- EN 345-1 : spécifications des chaussures de sécurité à usage professionnel (exigences complémentaires : résistance de la coquille anti-écrasement) ;
- EN 345-2 : spécifications des chaussures de sécurité à usage professionnel (exigences complémentaires : résistance à l'eau - protection contre les coupures de tronçonneuses) ;
- EN 352-1 : protection contre le bruit (exigences de sécurité - partie 1 - serre-têtes) ;
- EN 352-2 : protection contre le bruit (exigences de sécurité - partie 2 - bouchons d'oreilles) ;
- EN 352-3 : protection contre le bruit (exigences de sécurité - partie 3 - casques) ;
- EN 381-5 : vêtements de protection anti-coupures (exigences pour protège-jambes - définition des 3 types de protection A, B & C) ;
- EN 381-7 : vêtements de protection (définition de 2 types de protection A & B) ;
- EN 381-9 : guêtre de protection anti-coupures scie à chaîne ;
- EN 381-11 : vêtements de protection anti-coupures (exigences pour vestes) ;
- EN 388 : gants de protection contre les risques mécaniques (niveaux de performances) ;
- EN 397 : casques de protection pour l'industrie (exigences générales) ;
- EN 420 : exigences générales pour les gants de travail ;
- EN 471 : vêtements de signalisation à haute visibilité (définition des 3 classes de signalisation) ;
- EN 1731 : protection de l'œil et du visage de type grillagée (protection risques mécaniques) ;
- BS 2092 : protection de l'œil et du visage.

ARTICLE 3 CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ENTREPRISE

3.1 Règles d'exécution générales

Toutes les prestations devront être exécutées selon les règles de l'Art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé au Prestataire qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'Art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La reprise de toutes prestations reconnues défectueuses par le Représentant de l'Université, jusqu'à satisfaction totale sera implicitement à la charge du Prestataire du présent marché.

3.1.1 Démarches et autorisations

Il appartiendra au Prestataire d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services universitaires, publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des prestations.

L'établissement d'un plan de prévention auprès du Service Sécurité et Prévention des Risques de l'Université Paris-Saclay (voir document « Coordonnées des contacts de l'Université par site) est obligatoire avant tout commencement d'exécution (Décret n° 92-158 du 20 février 1992 : prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure). Le Prestataire se mettra directement en relation avec le service suscité afin d'établir ce plan de prévention qui inclut entre autres les renseignements suivants :

- risques et mesures de prévention liés à l'intervention de l'entreprise extérieure.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au Représentant de l'Université du site concerné (voir document « Coordonnées des contacts de l'Université par site).

3.1.2 Obligations du Prestataire

Le Prestataire devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables aux prestations du marché. Il devra prendre contact en temps utile avec les services compétents (service sécurité et prévention des risques, service environnement et paysages) et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ses prestations. Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement aux balisages et formalisation des zones de sécurité sur chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation. Il posera tous les panneaux de signalisation et barrières de protection nécessaire au pourtour de l'opération, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier. Toutes mesures devront être prises par le Prestataire pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

Le Prestataire veillera tout particulièrement à conserver en permanence lors de ses interventions la signalisation de protection du chantier et la propreté des voies de l'Université. Pour la réalisation des prestations à exécuter sur le domaine universitaire ou en bordure, le Prestataire devra assurer à ses frais, le balisage et la signalisation, et si nécessaire, régler la circulation en coordination avec les services compétents de l'Université Paris-Saclay ainsi que l'aménagement des accès aux bâtiments riverains pendant la durée des prestations.

Les prix proposés seront réputés comprendre toutes les dépenses engagées pour la mise en place de ces dispositions ainsi que celles qui pourraient être notifiées en cours de chantier pour pallier une faiblesse du dispositif mis en œuvre. Le Prestataire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

3.1.3 Responsabilité du Prestataire

Le Prestataire, pour ce qui concerne ses prestations, demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou par d'autres causes, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, bâtiments, voiries, réseaux publics, etc. Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation. En aucun cas, le Représentant de l'Université ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

En outre, et en application de l'article R. 237-2 du décret n° 92-158 du 20 février 1992, chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

3.1.4 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation particulière, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de prestations seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé au prestataire de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

3.1.5 Transport et enlèvement des déchets et/ou gravats

Les prix du marché comprendront implicitement la collecte et tous les transports par tous moyens à l'intérieur du chantier et le cas échéant entre les lieux d'emprunt et de dépôt, nécessaires à la réalisation des prestations.

Tous les déchets sur chantier seront évacués hors du chantier par le Prestataire au fur et à mesure des prestations.

Le Prestataire évacuera les déchets organiques et minéraux en centre de compostage ou centre de traitement agréé. Le coût d'élimination des déchets est inclus dans le marché.

Le Prestataire précisera dans son offre les filières d'élimination et la destination prévue pour chaque type de déchet. Il recherchera une valorisation maximale des déchets produits.

Le Prestataire ne pourra, en aucun cas, demander une plus-value en cas de modification de la filière d'élimination au cours du marché.

Il est strictement interdit de brûler des déchets sur le site.

L'offre du Prestataire est donc réputée comprendre la prestation suivante : les déchets seront évacués du chantier et transportés dans les lieux de traitements et/ou de valorisation des déchets adaptés aux types de déchets en question, à toute distance, et ce dernier fera son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires le cas échéant et des droits de décharge, s'il y a lieu, qui seront à sa charge.

3.1.6 Propreté du chantier et salissures du domaine universitaire

Pendant toute la durée des prestations, les voies, trottoirs, etc. du domaine universitaire, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, la responsabilité du Prestataire pourra être engagée.

Le Prestataire devra veiller en permanence à la propreté du chantier et procédera immédiatement aux nettoyages prescrit par le Représentant de l'Université. Les déchets devront être évacués du chantier au fur et à mesure. Si des matériaux sont répandus accidentellement sur les chaussées et les installations environnantes, le Prestataire sera tenu de procéder dans les moindres détails au nettoyage des lieux. L'entreprise est tenue notamment de débarrasser les voies universitaires voisines du chantier des terres et boues provoquées par le passage de ses camions et engins et de maintenir les abords du chantier dans un état de propreté correct. Toute infraction à cette règle pourra faire l'objet d'une décision d'entretien par une entreprise extérieure, et ce aux frais du Prestataire.

3.1.7 Canalisations et câbles éventuellement rencontrés(c'est la lutte contre les ravageurs à enlever ?)

Il devra faire son affaire des mises au point avec ces services et obtenir leur accord sur les dispositions envisagées. Il devra notamment assurer la sauvegarde et la protection des ouvrages rencontrés pendant toute la durée des prestations en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

Copies de toutes correspondances et autres pièces échangées avec ce ou ces services seront transmises au Représentant de l'Université du site concerné (voir document « Coordonnées des contacts de l'Université par site »).

Dès localisation d'un de ces ouvrages, le Prestataire devra immédiatement en avvertir le Représentant de l'Université et le service concessionnaire concerné. Toute intervention sur les réseaux en service fera l'objet d'un accord écrit des services techniques universitaires et/ou du service concessionnaire concerné, ainsi que du Représentant de l'Université du site concerné.

Le Prestataire sera tenu de se conformer à la législation en vigueur en matière de déclarations préalables à l'exécution des travaux. Les déclarations d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.) devront parvenir aux différents concessionnaires 10 jours francs au moins avant la date prévue des travaux.

3.1.8 Liaison et coordination

L'entreprise prendra toutes dispositions nécessaires pour intervenir aux dates et selon les prescriptions définies par le Représentant de l'Université. À aucun moment durant le chantier, le Prestataire du présent marché ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires.

Le Prestataire ne pourra se prévaloir des éventuelles interruptions dues à la coordination avec d'autres entreprises intervenant sur l'emprise de ses chantiers d'entretien pour justifier un délai supplémentaire ou une augmentation des prix du marché. Cette coordination devra être effectuée en collaboration par le Prestataire du présent marché et le Représentant de l'Université.

3.1.9 Prestations à la charge du Prestataire

- toutes les installations de chantier,
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants nécessaires à la réalisation parfaite et complète de toutes les prestations du marché,
- l'établissement de tous les devis et autres documents mis à leur charge par les pièces du marché,
- tous les agrès, engins ou dispositifs de levage ou de descente nécessaires à la réalisation des prestations,
- la mise en place des périmètres et signalisations de sécurité,
- l'enlèvement de tous les déchets des prestations et les nettoyages après prestations,
- la main-d'œuvre nécessaire pour toutes les prestations définies au présent marché, en conformité avec les délais d'intervention,
- les incidences consécutives aux prestations en heures supplémentaires, heures de nuit, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution, le cas échéant,
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des prestations.

3.1.10 Connaissance des lieux

Le Prestataire est contractuellement réputé avoir, avant chaque intervention sur site, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- la nature et l'emplacement des lieux et des conditions particulières qui y sont attachées (notamment en ce qui concerne la présence de réseaux enterrés, la topographie du terrain, les limites de prestation),
- la nature des existants et l'état du terrain tel qu'il sera livré,
- les possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.,
- l'ensemble des renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations,
- les différents services du campus et services concessionnaires concernés par les prestations du présent marché,
- l'état des existants et leurs principes constructifs (réseaux divers),
- la nature et l'état des plantations existantes,
- la nature des matériaux constituant les existants,
- les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des prestations,
- et en général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des prestations et sur leur coût.

En ce qui concerne les constructions mitoyennes (et sur l'emprise des chantiers) concernées par les prestations, le Prestataire est également contractuellement réputé :

- avoir visité les lieux,
- avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées,
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures,
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les limites du chantier sont déterminées par les limites d'intervention repérées sur les plans et correspondant à la définition "emprise du chantier" désignée dans les pièces du marché.

L'offre de l'entreprise sera donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement toutes les prestations accessoires et autres nécessaires résultant de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser le Prestataire pourra, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'il jugera utiles.

Il doit apprécier lui-même et sous sa responsabilité, la nature, l'importance et la difficulté des prestations à exécuter. Il devra se renseigner auprès du Représentant de l'Université pour ce qui lui semblerait douteux, étant expressément stipulé qu'aucun supplément ne pourra être alloué sur les montants forfaitaires.

Le Prestataire ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

3.2 Délais d'exécution des travaux

Le Prestataire indique à l'acte d'engagement les délais nécessaires à l'exécution des travaux dans les deux situations suivantes :

- Délais en conditions normales d'émission d'un devis après contact du représentant de l'Université par mail (dans la limite maximale de 2 semaines).

- Délais d'intervention en conditions normales à compter de la réception d'un bon de commande (dans la limite maximale de 1 mois)
- Délais d'intervention en conditions d'urgence notamment en cas de danger éminent constatée par l'Université (sans que les délais ne puissent dépasser 12 h ouvrables maximum) à compter d'un appel téléphonique de l'Université et / ou d'un mail.

Les délais indiqués par le Prestataire sont contractuels et tout dépassement pourra faire l'objet d'une pénalité comme indiqué au Cahier des Clauses Administratives Particulières du présent marché.

Quarante-huit heures avant chacune de ses interventions en conditions normales, le Prestataire préviendra impérativement le Représentant de l'Université Paris Saclay. Aucune intervention ne pourra se faire sans son accord préalable dans le délai imparti de quarante-huit heures.

Une réception de chantier dans un délai d'une semaine après l'exécution des prestations devra être réalisée obligatoirement par le Prestataire avec le Représentant de l'Université (Procès-verbal de réception EXE4).

Dans le cas où des réserves sont émises à cette occasion par le Représentant de l'Université, tous moyens devront obligatoirement être mis en œuvre par le Prestataire, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque compensation financière, pour répondre à la demande du Représentant de l'Université. Le délai d'exécution de ces prestations est fixé à 1 mois à partir de la date de notification écrite des réserves. Au terme de ce délai, s'il est constaté par le Représentant de l'Université que les réserves ne peuvent pas être levées dans leur ensemble car les prestations n'ont pas été réalisés ou partiellement réalisés, l'admission avec réfaction est prononcée.

3.2.1 Protection et sauvegarde des existants conservés mitoyens ou à proximité

Les prestations sont à réaliser à proximité de constructions existantes occupées. Le Prestataire devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses prestations aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge, dans le cadre défini par les pièces du marché et le plan de prévention, des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

En résumé, le Prestataire aura implicitement à sa charge toutes les dispositions nécessaires pour assurer et garantir dans tous les cas la sauvegarde et le maintien sans dommages des ouvrages mitoyens pendant l'exécution des prestations.

Dans le cas de prestations dégageant des poussières, le Prestataire aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc. Le Représentant de l'Université se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au Prestataire de prendre des mesures de protection complémentaires.

Le revêtement minéral des circulations, les maçonneries, les mobiliers et les réseaux enterrés existants sur l'emprise des chantiers seront soigneusement protégés. Les Ouvrages qui auront été modifiés ou détériorés par le fait des prestations et notamment par l'évolution des engins ou les dépôts de matériaux ou de matériel seront intégralement remis en état aux frais du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Faute de se conformer aux prescriptions du présent article, la responsabilité du Prestataire pourra être engagée.

3.3 Accès et fermeture du chantier

L'accès au chantier se fera après autorisation par les services compétents de l'Université Paris-Saclay. Le Prestataire aura par ailleurs la responsabilité d'obtenir ces autorisations. Les prescriptions imposées par ces derniers devront être respectées par l'entreprise sans rémunération supplémentaire.

Le Prestataire devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées. Aucun trouble ne devra, en dehors de ces heures, être apporté à la tranquillité du voisinage. En tout état de cause, le Prestataire sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de prestations.

Le déroulement des prestations sera établi de façon à permettre impérativement pendant la durée du présent marché :

- les accès nécessités par les prestations en cours,
- la sécurité d'exploitation tant pour le personnel que pour les matériels,
- les accès aux bâtiments riverains,
- la sécurité des usagers.

3.4 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les déchets et matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés après chaque intervention du Prestataire, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition du Prestataire ne seront pas démontées et les lieux remis en état, le Prestataire restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

ARTICLE 4 FOURNITURES ET MATERIELS DE CHANTIER

4.1 Responsabilité du Prestataire

Le Prestataire étant responsable de la fourniture des matériels nécessaires à l'exécution des prestations et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériels préconisés par le Représentant de l'Université, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

4.2 Dépôt et rangement des matériels

Les dépôts de matériels, déblais, etc. contre les murs et clôtures des propriétés riveraines ne seront admis que si les propriétaires riverains ne s'y opposent pas et dans la mesure où il ne sera pas causé de dommage à ces propriétés. Le Prestataire ne pourra pas occuper les voies et les trottoirs universitaires pour ses dépôts de matériels et le stockage des rémanents de chantier. À l'emplacement des dépôts, le terrain sera dressé et aménagé par les soins du Prestataire et à ses frais avant le rangement des matériels. Ceux-ci seront disposés de manière à ne pouvoir être confondus avec d'autres appartenant à d'autres Entrepreneurs. Le stockage sera réalisé suivant les règles en vigueur durant la réalisation des prestations.

ARTICLE 5 DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE AVANT ET EN COURS DE PRESTATIONS

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, Le Prestataire devra soumettre à l'approbation du Représentant de l'Université les documents suivants :

- Le PV contradictoire Prestataire/Université, de prise de possession du terrain "en l'état",

- Une note précisant les mouvements d'engins sur le domaine universitaire, en dehors de l'emprise du chantier, et les itinéraires que le Prestataire pourra emprunter,
- Le plan de prévention.

Les devis, les études techniques et les plans d'exécution seront également à la charge du Prestataire :

- Etablissement de toutes les études et notes de calcul sur la base de la réglementation et des normes en vigueur,
- Etablissement de tous les plans d'exécution nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages.

Pour chaque prestation demandée, le Prestataire aura toujours à sa charge l'établissement du devis complet et précis d'après le Bordereau de Prix Unitaire du présent marché, des plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier, le cas échéant. Les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le Représentant de l'Université jugera utiles à la bonne marche du chantier.

Le Prestataire effectuera toutes les études d'exécution en se référant aux dernières instructions ministérielles et règlements en vigueur. Pour les études relevant des services tels que : services Techniques, Concessionnaire des réseaux, etc. les plans devront être approuvés par lesdits services avant tout commencement d'exécution. Si, en cours d'exécution le Prestataire doit modifier ces notes, il devra en faire part au Représentant de l'Université, au Service Sécurité et Prévention des Risques de l'Université Paris-Saclay, et aux autres services de l'Université Paris-Saclay éventuellement concernés.

Les réceptions de chantiers seront notifiées par écrit par le Prestataire dans un délai d'une semaine après exécution des travaux. Cette notification devra être approuvée par le Représentant de l'Université du site concerné avant toute facturation.

PARTIE II DEFINITION DES PRESTATIONS

ARTICLE 1 • SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1.1 Représentants de l'Université

Les coordonnées des interlocuteurs dédiés de chaque site de l'Université sont dans le document « Coordonnées des contacts de l'Université par site ».

1.2 Nature des différentes prestations

Les prestations concernent l'Université Paris Saclay, **Campus de BURES SUR YVETTE, ORSAY, GIF SUR YVETTE, IUT ORSAY, KREMLIN BICETRE, VILLEJUIF, SCEAUX, FONTENAY AUX ROSES** et sont chiffrées dans le bordereau des prix unitaires.

Le présent CCTP rappelle que le Prestataire sera responsable de toutes les blessures, plaies, branches cassées, etc. qui pourraient être causées aux arbres existants ou nouvellement plantés. Dans le cas où l'un ou même plusieurs sujets blessés lors des travaux viendraient à dépérir, le Prestataire devra en assurer le remplacement à ses frais.

Le Prestataire a l'obligation de prendre contact avec le correspondant pour préciser le jour et l'horaire d'intervention.

1.2.1 Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré

L'expertise sanitaire des arbres vise à repérer l'ensemble des signes qui permettent d'évaluer la qualité sanitaire des différentes composantes de l'arbre afin de préconiser et décrire les actions

utiles pour assurer la sécurité vis-à-vis des usages courants sur les sites. Les spécifications particulières concernant les différents types et durées d'intervention sont décrites dans le bordereau des prix (annexe à l'Acte d'Engagement).

Chaque expertise sera précédée d'une visite des lieux avec les représentants de l'Université du site concerné (voir document « Coordonnées des contacts de l'Université par site) pour convenir du niveau d'expertise à retenir afin de fournir un devis selon les tarifs du B.P.U.

Le devis sera accompagné d'un formulaire de visite indiquant : la date, le lieu, l'essence de l'arbre, le nom de l'expert, la localisation de(s) arbre(s), le niveau d'expertise et les moyens envisagés pour les analyses approfondies, le délai de début d'intervention après réception du bon de commande. Ce document sera remis au représentant de l'Université.

On distingue 2 niveaux d'évaluation.

Analyse visuelle :

Elle consiste en un examen visuel approfondi permettant de détecter tout défaut pouvant induire des conséquences sur la solidité des structures primaires et secondaires de l'arbre afin de garantir la sécurité des usagers des campus de l'Université. L'emploi du marteau est considéré comme un complément associé à ce niveau d'expertise. Il sera indiqué précisément les moyens et la méthodologie mises en œuvre pour y parvenir. Les délais pour la visite préalable, pour répondre à une demande d'intervention après fourniture par l'Université d'un bon de commande et le délai maximum pour fournir un rapport détaillé seront précisés. L'expert fournira un rapport détaillé de ces observations et si nécessaire des préconisations adaptées à l'espèce et la situation.

Analyse approfondie :

Elle consiste en un examen approfondi permettant de détecter tout défaut pouvant induire des conséquences sur la solidité des structures primaires et secondaires de l'arbre afin de garantir la sécurité des usagers des campus de l'Université. Il sera indiqué précisément les moyens (résistographe, marteau à impulsion ou toute autre techniques adaptées) et la (es) méthodologie(s) mise(s) en œuvre pour y parvenir. L'expert fournira un rapport détaillé de ces observations et si nécessaire des préconisations adaptées à l'espèce et la situation.

1.2.2 Prestation chenilles processionnaires du pin et du chêne :

1.2.2.1 Lutte mécanique : échenillage processionnaire du pin et du chêne

Cette opération consiste en un retrait, évacuation et destruction des nids d'hiver présents et des pontes. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention à l'arbre en fonction de la technique utilisée :

- Soit par l'usage d'une perche télescopique
- Soit par l'intervention de grimpeurs directement dans l'arbre quand les nids sont trop haut pour la perche
- Soit avec l'intervention d'une nacelle quand les conditions de hauteur ou d'accessibilité l'exigent

Les rameaux portant les nids sont coupés et enlevés pour être brûlés ensuite par le prestataire en respectant les règles de sécurité et les filières d'évacuation des déchets qui s'appliquent.

1.2.2.2 Pose et entretien d'éco pièges pour la processionnaire du pin

Pose d'éco pièges :

Cette opération consiste au piégeage des chenilles par l'installation d'un éco piège. La pose doit se faire avant le début de la procession de nymphose. Les pièges doivent être inaccessibles au public et donc un matériel de pose est nécessaire. La prestation comprend la pose et la fourniture de l'éco piège et toutes sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention à l'arbre.

Entretien des éco pièges :

Cette opération consiste au remplacement du sac d'un éco piège. La prestation comprend la fourniture et la pose du sac de remplacement des pièges et toutes sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention à l'arbre.

1.2.2.3 : Traitement microbiologique processionnaire du pin ou du chêne :

Cette opération consiste en l'application d'un bio insecticide à base de *Bacillus thuringiensis* spécifique des larves de lépidoptères. Elle doit être réalisée en période de présence (hors gel) des larves. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention à l'arbre. La prestation comprend toutes les sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le prestataire prendra toutes les mesures de sécurité nécessaire dont le balisage de la zone d'intervention comprenant l'information de la période de non-retour. Le prestataire respectera les bonnes conditions climatiques nécessaires à l'application et l'efficacité de celle-ci.

1.2.2.4 : Piégeage des papillons de processionnaire du pin ou du chêne par installation de pièges à phéromone :

Installation de piège à phéromone :

Par l'installation de piège équipé de phéromone spécifique de l'espèce identifiée. Il s'agit donc de confusion sexuelle. Cette opération a lieu obligatoirement pendant la période de vols des adultes. Les pièges doivent être inaccessibles au public et donc un matériel de pose est nécessaire. La prestation comprend toutes les sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au piège.

Entretien des pièges :

Cette opération consiste au remplacement de la phéromone d'un piège. La prestation comprend toutes sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au piège.

1.2.2.5 : Piégeage des papillons de processionnaire du pin ou du chêne par billes de phéromone :

Cette opération consiste dans le piégeage des papillons mâles par projection, sur les troncs des arbres infestés et des arbres voisins, de capsules de phéromone à l'aide d'un projecteur paint-ball. Cette opération a lieu obligatoirement pendant la période de vols des adultes. Les capsules une fois fixées doivent être inaccessibles au public. La prestation comprend toutes les sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention à l'arbre. Le Prestataire mettra en œuvre toutes les mesures de sécurité nécessaires à la mise en œuvre de la Prestation.

1.2.3 Prestation de lutte contre la pyrale du buis :

1.2.3.1 Traitement microbiologique

Cette opération consiste en l'application d'un bio insecticide à base de *Bacillus thuringiensis* spécifique des larves de lépidoptères. Elle doit être réalisée en période de présence (hors gel) des larves. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au m². La prestation comprend toutes les sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le prestataire prendra toutes les mesures de sécurité nécessaire dont le balisage de la zone d'intervention comprenant l'information de la période de non-retour. Le prestataire respectera les bonnes conditions climatiques nécessaires à l'application et l'efficacité de celle-ci.

1.2.3.2 : Piégeage des papillons par installation de pièges à phéromone

Installation de piège à phéromone :

Cette opération consiste dans le piégeage des papillons mâles par l'installation de piège équipé de phéromone spécifique de l'espèce identifiée. Les pièges doivent être inaccessibles au public et donc un matériel de pose est nécessaire. La prestation comprend toutes les sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au piège.

Entretien des pièges :

Cette opération consiste au remplacement de la phéromone d'un piège. La prestation comprend toutes sujétions correspondantes de fourniture et mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au piège.

1.2.4 Prestation lutte frelon asiatique :

1.2.4.1 Modalités d'intervention

La prestation consiste en la destruction optimale de la colonie (y compris les fondatrices) tout en limitant l'impact de la destruction des nids sur l'environnement. En cas de doute sur l'identification de l'espèce, le Prestataire procédera à un diagnostic sur place. Il devra de toute manière prendre contact avec le correspondant du site afin de s'assurer que le nid est toujours actif (notamment pour la fin de saison).

La méthode de destruction sera choisie par le Prestataire selon chaque situation et de façon à garantir la destruction optimale de la colonie (y compris les fondatrices), tout en réduisant au maximum le risque d'atteinte à la population et à l'environnement. Il est entendu par :

- Destruction du nid : action d'éliminer la colonie de frelons asiatiques au sein du nid;
- Traitement du nid: action d'éliminer la colonie de frelons asiatiques par voie chimique au sein du nid;
- Décrochage du nid: action d'enlever le nid de son support;
- Retraitement du nid: action d'éliminer les déchets du traitement (le nid décroché pouvant contenir des biocides), par une filière adaptée.

L'intervention sera programmée dans les conditions suivantes:

-Dans le cas d'une technique de destruction instantanée de la colonie:

Le Prestataire s'assurera que l'ensemble des frelons s'est regroupé dans le nid. Le comportement des frelons étant diurne l'intervention sera réalisée à des horaires crépusculaires, d'aube ou de nuit.

-Dans le cas d'une technique de destruction non instantanée de la colonie:

Le Prestataire privilégiera (dans la mesure du possible), une intervention quand l'ensemble des frelons se sera regroupé dans le nid (à des horaires crépusculaires, d'aube ou de nuit). Par exemple, un poudrage en interne du nid, même pratiqué en journée en limitant le dérangement des individus, et tant que le nid n'est pas retiré dans la même journée, permet la mortalité de l'ensemble de la colonie de frelons asiatiques, entre le traitement et le retour de tous les individus pour la nuit suivante.

Après chaque intervention sur un nid de frelon asiatique, le Prestataire devra mettre en place un dispositif de marquage (de façon visible, à proximité du nid) permettant de reconnaître le nid détruit et de le signaler auprès des usagers. Le Prestataire devra utiliser un système de marquage temporaire biodégradable. Le Prestataire devra aussi informer et faire signer le rapport d'intervention au correspondant du site une fois que les opérations seront réalisées, avant son départ. Si le correspondant, n'est pas présent, l'opérateur devra le contacter par téléphone.

Le Prestataire devra tenir compte, en fonction de sa technique d'intervention, des conditions météorologiques favorables pour le choix de sa date d'intervention, dans le but d'optimiser la réussite de l'opération.

Le Prestataire devra localiser, lors de son arrivée sur site, le nid par rapport aux informations transmises. Il veillera à ce que le périmètre de protection pour l'intervention soit établi et respecté.

Le Prestataire devra s'assurer de la qualification de son personnel intervenant au regard des risques professionnels (notamment liés à la destruction des nids, aux travaux en hauteur, à l'utilisation de biocides...). Il devra également mettre à disposition de son personnel intervenant tous les équipements de protection individuelle nécessaires à la destruction de nids de frelons asiatiques.

Le Prestataire privilégiera une intervention à une distance minimale de 5 mètres du nid principal (hors nid primaire ou autre cas particulier), pour éviter les attaques et la dispersion des frelons (exemple : l'utilisation d'une perche à injection de biocide permet de rester à distance du nid). Quel que soit le type de destruction envisagé, l'approche du nid doit se faire le plus discrètement possible, afin de ne pas alerter la colonie. En particulier, l'accès au nid ne doit pas engendrer de vibration du support auquel il est fixé (exemple: branches en contact avec le nid).

1.2.4.2 : Destruction par voie mécanique :

Le Prestataire privilégiera une destruction par voie mécanique sur les nids facilement accessibles (petits nids primaires). Dans ce cas, il veillera à détruire le nid en présence de la reine fondatrice. En cas d'absence de celle-ci, le Prestataire devra attendre son retour au nid. Le décrochage du nid fait partie intégrante du procédé. Le nid peut être décroché dans un contenant hermétique puis congelé pour éliminer les frelons présents. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au nid.

1.2.4.3 : Destruction par voie chimique :

La destruction par voie chimique est aujourd'hui la technique la plus répandue. Dans ce cas, le biocide appliqué doit répondre à un usage insecticide dans le cadre de la réglementation biocide (biocides du groupe 3 : Produits antiparasitaires ; Type de Produit 18: insecticides, produits tuant les guêpes et frelons). L'Université a décidé de restreindre l'utilisation de biocides à un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle (notamment extrait de chrysanthèmes), aux propriétés insecticides et à faible rémanence (durée de vie limitée), limitant les incidences pour l'environnement et évitant une seconde intervention de décrochage des nids traités en vue de leur retraitement par une filière spécialisée. Le décrochage du nid n'est pas demandé avec l'utilisation d'un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle et faiblement rémanent. Le nid restera sur place et se dégradera naturellement.

Le pyrèthre a une rémanence limitée. Il est notamment photosensible. Le Prestataire devra suivre les préconisations spécifiques liées au stockage et à l'utilisation de ce produit, dans l'objectif de maintenir son efficacité. En ce qui concerne l'utilisation du matériel de traitement par poudre (poudreuse, canne...), il n'est pas demandé d'utiliser un kit de traitement unique à l'utilisation de pyrèthre. En revanche, le Prestataire veillera, s'il utilise d'autres matières actives, à vidanger du mieux possible son matériel, de façon à limiter la présence de résidus dans le nid traité au pyrèthre.

Le Prestataire doit injecter le produit à l'intérieur du nid (injection interne), car cela permet de limiter la propagation du produit dans l'environnement, de favoriser la pénétration du biocide dans l'intégralité du nid et d'agir sur l'ensemble de la colonie, fondatrice comprise. Pour les petits nids primaires, le produit injecté peut être sous forme aérosol. Il existe des bombes aérosol à base de pyrèthre d'origine naturelle. Pour les nids de plus grande taille, l'utilisation d'une poudre sera privilégiée.

Le Prestataire devra justifier de l'utilisation d'un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle :

- Par la fourniture de toutes les factures d'achat de ce produit, et de ses fiches techniques et de données de sécurité.
- Par les constations lors des audits de terrain réalisés par le représentant de l'Université.

1.2.4.4 Autres techniques alternatives :

Il existe d'autres moyens de destructions de la colonie, le Prestataire peut proposer une méthode alternative ou des innovations, dans le respect de l'objectif de la destruction optimale de la colonie, tout en limitant l'impact sur l'environnement. Ces autres techniques doivent être détaillées dans le dossier de candidature du Prestataire et chiffrées au BPU. Elles devront être approuvées par le représentant de l'Université avant toute utilisation.

1.2.4.5 Techniques de destructions prohibées :

Les destructions à l'aide d'arme à feu, lance à eau, flèche, paintball, drone à pulvérisation externe au nid, ou toute autre méthode susceptible de fragmenter le nid, d'occasionner la dispersion des frelons asiatiques et la délocalisation du nid sont absolument à proscrire.

1.2.4.6 Transport et stockage :

Seuls les petits nids primaires détruits de façon mécanique feront l'objet d'un décrochage. Pour des raisons sanitaires et de sécurité, le nid décroché devra être transporté et stocké dans un emballage suffisamment épais et résistant, notamment pour éviter d'être percé par le support ou les frelons eux-mêmes. Le nid peut être stocké par congélation permettant la mortalité des larves et des frelons s'y trouvant. Le transport et le stockage sont à la charge du Prestataire, et sous sa responsabilité.

1.2.4.7 Retraitement :

Un nid primaire détruit mécaniquement et étant décroché, c'est-à-dire avec l'absence d'utilisation d'un produit biocide, est dispensé d'un retraitement par une filière spécialisée. Si exceptionnellement, un nid traité par un biocide est décroché, il devra obligatoirement suivre une filière de retraitement spécialisée et approuvée par le représentant de l'Université.

1.2.5 Prestation nid de guêpes et frelons européens

1.2.5.1 Modalités d'intervention :

La prestation consiste en la destruction optimale de la colonie tout en limitant l'impact de la destruction des nids sur l'environnement. En cas de doute sur l'identification de l'espèce, le Prestataire procédera à un diagnostic sur place.

La méthode de destruction sera choisie par le Prestataire selon chaque situation et de façon à garantir la destruction optimale de la colonie, tout en réduisant au maximum le risque d'atteinte à la population et à l'environnement. Il est entendu par :

- Destruction du nid : action d'éliminer la colonie de guêpe ou frelon européen;
- Traitement du nid: action d'éliminer la colonie de guêpes ou frelon européen par voie chimique au sein du nid;
- Décrochage du nid: action d'enlever le nid de son support;
- Retraitement du nid: action d'éliminer les déchets du traitement (le nid décroché pouvant contenir des biocides), par une filière adaptée.

Après chaque intervention sur un nid, le Prestataire devra mettre en place un dispositif de marquage (de façon visible, à proximité du nid) permettant de reconnaître le nid détruit et de le signaler auprès des usagers. Le Prestataire devra utiliser un système de marquage temporaire biodégradable. Le Prestataire devra aussi informer et faire signer le rapport d'intervention au correspondant du site une fois que les opérations seront réalisées, avant son départ. Si le correspondant, n'est pas présent, l'opérateur devra le contacter par téléphone.

Le Prestataire devra tenir compte, en fonction de sa technique d'intervention, des conditions météorologiques favorables pour le choix de sa date d'intervention, dans le but d'optimiser la réussite de l'opération.

Le Prestataire devra localiser, lors de son arrivée sur site, le nid par rapport aux informations transmises. Il veillera à ce que le périmètre de protection pour l'intervention soit établi et respecté.

Le Prestataire devra s'assurer de la qualification de son personnel intervenant au regard des risques professionnels (notamment liés à la destruction des nids, aux travaux en hauteur, à l'utilisation de biocides...). Il devra également mettre à disposition de son personnel intervenant tous les

équipements de protection individuelle nécessaires à la destruction de nids de guêpes ou frelons européens.

1.2.5.2 : Destruction par voie mécanique :

Le Prestataire privilégiera une destruction par voie mécanique sur les nids facilement accessibles. Le décrochage du nid fait partie intégrante du procédé. Le nid peut être décroché dans un contenant hermétique puis congelé pour éliminer guêpes ou frelons. Le Prestataire chiffrera au BPU l'intervention au nid.

1.2.5.3 : Destruction par voie chimique :

La destruction par voie chimique est aujourd'hui la technique la plus répandue. Dans ce cas, le biocide appliqué doit répondre à un usage insecticide dans le cadre de la réglementation biocide (biocides du groupe 3 : Produits antiparasitaires ; Type de Produit 18: insecticides, produits tuant les guêpes et frelons). L'Université a décidé de restreindre l'utilisation de biocides à un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle (notamment extrait de chrysanthèmes), aux propriétés insecticides et à faible rémanence (durée de vie limitée), limitant les incidences pour l'environnement et évitant une seconde intervention de décrochage des nids traités en vue de leur retraitement par une filière spécialisée. Le décrochage du nid n'est pas demandé avec l'utilisation d'un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle et faiblement rémanent. Le nid restera sur place et se dégradera naturellement.

Le pyrèthre a une rémanence limitée. Il est notamment photosensible. Le Prestataire devra suivre les préconisations spécifiques liées au stockage et à l'utilisation de ce produit, dans l'objectif de maintenir son efficacité. En ce qui concerne l'utilisation du matériel de traitement par poudre (poudreuse, canne...), il n'est pas demandé d'utiliser un kit de traitement unique à l'utilisation de pyrèthre. En revanche, le Prestataire veillera, s'il utilise d'autres matières actives, à vidanger du mieux possible son matériel, de façon à limiter la présence de résidus dans le nid traité au pyrèthre.

Le Prestataire doit injecter le produit à l'intérieur du nid (injection interne), car cela permet de limiter la propagation du produit dans l'environnement, de favoriser la pénétration du biocide dans l'intégralité du nid et d'agir sur l'ensemble de la colonie. Pour les petits nids, le produit injecté peut être sous forme aérosol. Il existe des bombes aérosol à base de pyrèthre d'origine naturelle. Pour les nids de plus grande taille, l'utilisation d'une poudre sera privilégiée.

Le Prestataire devra justifier de l'utilisation d'un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle :

- Par la fourniture de toutes les factures d'achat de ce produit, et de ses fiches techniques et de données de sécurité.
- Par les constats lors des audits de terrain réalisés par le représentant de l'Université.

1.2.5.4 Autres techniques alternatives :

Il existe d'autres moyens de destructions de la colonie, le Prestataire peut proposer une méthode alternative ou des innovations, dans le respect de l'objectif de la destruction optimale de la colonie, tout en limitant l'impact sur l'environnement. Ces autres techniques doivent être détaillées dans le dossier de candidature du Prestataire et chiffrées au BPU. Elles devront être approuvées par le représentant de l'Université avant toute utilisation.

1.2.5.5 Techniques de destructions prohibées :

Les destructions à l'aide d'arme à feu, lance à eau, flèche, paintball, drone à pulvérisation externe au nid, ou toute autre méthode susceptible de fragmenter le nid, sont absolument à proscrire.

1.2.5.6 Transport et stockage :

Seuls les petits nids détruits de façon mécanique feront l'objet d'un décrochage. Pour des raisons sanitaires et de sécurité, le nid décroché devra être transporté et stocké dans un emballage

suffisamment épais et résistant, notamment pour éviter d'être percé par le support ou les guêpes et frelons eux-mêmes. Le nid peut être stocké par congélation permettant la mortalité des larves et des guêpes et frelons s'y trouvant. Le transport et le stockage sont à la charge du Prestataire, et sous sa responsabilité.

1.2.5.7 Retraitement :

Un nid primaire détruit mécaniquement et étant décroché, c'est-à-dire avec l'absence d'utilisation d'un produit biocide, est dispensé d'un retraitement par une filière spécialisée. Si exceptionnellement, un nid traité par un biocide est décroché, il devra obligatoirement suivre une filière de retraitement spécialisée et approuvée par le représentant de l'Université